

65280

13

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



PROVISOIRE

E/CN.14/P/SR.5 (V)
13 février 1963

FRANCAIS

Original: ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cinquième session
Léopoldville, février-mars 1963

COMITE DU PROGRAMME DE TRAVAIL
ET DES PRIORITES

COMPTE RENDU ANALYTIQUE PROVISOIRE DE LA CINQUIEME SEANCE

tenue au Palais de la Nation, à Léopoldville,
le mercredi 13 février 1963, à 15 h. 25

Président provisoire : M. Gardiner, (Secrétaire exécutif de la
Commission)

Président : M. Doukkali (Maroc)

Secrétaire : M. Chidzero

SOMMAIRE :

Ouverture de la session
Election du bureau
Exposé liminaire du Secrétaire exécutif
Examen du programme de travail et des priorités
pour 1963-1964

Les représentants qui désirent apporter des rectifications au présent compte rendu sont priés de transcrire ces rectifications sur un exemplaire du compte rendu qu'il devront faire parvenir le plus tôt possible à la Section de traduction, Palais de la Nation.

OUVERTURE DE LA SESSION

Le PRESIDENT PROVISOIRE, prenant la parole en sa qualité de Secrétaire exécutif, souhaite la bienvenue aux membres du Comité.

Le fait de réunir le Comité avant l'ouverture de la session de la Commission a pour objet de permettre aux membres de passer en revue l'ensemble du Programme de travail de la Commission pour l'année à venir et d'y apporter les modifications qui pourraient être nécessaires, afin de faciliter et d'accélérer les travaux de la session. En outre, ayant ainsi la possibilité de faire la connaissance les uns des autres avant la session, les membres du Comité pourront constater le degré d'urgence que tel ou tel pays attache aux différents projets, ce qui permettra d'harmoniser plus aisément les divers intérêts en présence. Les membres de la Commission, depuis qu'ils étudient ensemble les problèmes économiques et sociaux de l'Afrique, commencent à former une communauté continentale. Cette communauté ne doit pas être exclusive; elle doit pouvoir comprendre également des membres dont les vues ne sont pas partagées par tous.

Le Comité peut poursuivre ses travaux en dépit du nombre restreint des participants; en effet, les dispositions de règlement intérieur de la Commission relatives au quorum ne s'appliquent qu'à la session de la Commission, qui n'a pas encore commencé.

ELECTION DU BUREAU

Le PRESIDENT PROVISOIRE, invite les représentants à proposer des candidats à la présidence

M. KAYA (Congo Brazzaville) propose que la séance soit suspendue pour permettre aux représentants de discuter officieusement de la question des candidatures.

La séance est suspendue à 15 h. 35; elle est reprise à 15 h. 50

M. NGANDO-BLACK (Cameroun) propose la candidature de M. Doukkali (Maroc).

M. RUGARABAMU (Tanganyika) propose celle du représentant du Congo (Léopoldville).

Le PRESIDENT PROVISOIRE signale que le représentant du Congo (Léopoldville) n'a pas pu assister à la séance.

M. RUGARABAMU (Tanganyika) retire sa proposition.

M. Doukkali (Maroc) est élu Président.

M. Doukkali (Maroc) assume la Présidence.

Le PRESIDENT pense que, puisque d'autres représentants doivent arriver le lendemain, il serait bon de reporter l'élection des deux Vice-Présidents à la séance suivante.

Il en est ainsi décidé.

EXPOSE LIMINAIRE DU SECRETAIRE EXECUTIF

Le SECRETAIRE EXECUTIF souligne que le programme de travail implique l'attribution de ressources limitées en main-d'oeuvre et en argent pour contribuer à pourvoir aux vastes besoins des pays d'Afrique qui ont récemment accédé à l'indépendance. En outre, les recommandations de la Commission devront être évaluées par le Conseil économique et social, compte tenu des demandes émanant des trois autres commissions économiques régionales et des autres demandes adressées à l'Organisation des Nations Unies. La question des priorités présente donc une importance capitale et il faut prêter un soin tout particulier au choix des projets les plus urgents.

La présentation du programme de travail a été modifié pour correspondre à une réorganisation récente du secrétariat. C'est ainsi que l'expansion considérable de la Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles en 1962 a entraîné pour 1963 et 1964 un programme beaucoup plus important que celui qui aurait été possible autrement. Les recommandations faites au cours de réunions récentes sur l'industrie, les ressources naturelles et l'habitat figurent dans le document intitulé "Programme de travail et priorités" (E/CN.14/230 et Corr.1).

Le nouveau service qui s'occupe des questions d'administration publique est actuellement financé surtout avec des fonds de l'assistance technique, mais l'orateur en espère que quelques postes pourront être créés l'année suivante sur le budget de la CEA.

On s'est efforcé de tenir compte des relations étroites et essentielles qui existent entre les questions économiques et les questions sociales et de présenter un programme de travail qui utilise les compétences spécialisées dans les domaines de l'économie et de la sociologie sans pour autant créer un fossé entre elles.

L'expansion du Secrétariat devrait permettre d'entreprendre une étude sur la situation économique de l'Afrique qui, il faut l'espérer, pourra être terminée à temps pour la septième session de la CEA.

Les travaux dans le domaine des échanges commerciaux ont été principalement axés sur la préparation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement prévue pour 1964. Les projets relatifs à l'incidence des groupements économiques de l'Europe occidentale sur les exportations africaines pourront nécessiter une coopération avec d'autres commissions régionales et avec le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.

La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture met en oeuvre un programme de projets se rapportant à l'information sur les problèmes agricoles, à la planification du développement de l'agriculture, à la commercialisation, à la consommation et à l'aide aux gouvernements. Le document E/CN.14/230/Add.1 mentionne de nouveaux projets intéressant les industries agricoles.

Etant donné qu'il est probable que l'on se heurtera à des crises imprévues, à des changements de situations ainsi qu'à des difficultés de recrutement de personnel spécialisé, il faudra demander une fois de plus, que le Secrétaire exécutif ait un droit de décision quant aux priorités à établir dans le cadre du programme de travail.

EXAMEN DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DES PRIORITES POUR 1963-1964
(E/CN.14/230 et Add.1 et Corr.1)

Le PRESIDENT prie le Directeur de la Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles de proposer une marche à suivre pour l'examen du programme de travail et des priorités pour 1963-1964.

M. EWING (Secrétariat) indique que, normalement, la marche à suivre consiste à inviter les participants à présenter toutes les remarques d'ordre général qu'ils souhaiteraient formuler sur l'introduction du document (Partie A, Observations sur le programme de travail et les ordres de priorités pour 1963-1964); ensuite, à faire présenter et examiner par des fonctionnaires compétents du Secrétariat les différentes sections et sous-sections du reste du document (Partie B, Liste annotée des projets pour 1963-1964), dans l'ordre de leur énumération, et, enfin, à préparer aux fins l'approbation par la Commission d'un projet de rapport, récapitulant les conclusions du Comité.

Le PRESIDENT, constatant qu'aucun représentant ne désire formuler de remarques d'ordre général sur la Partie A, invite le Comité à passer à l'examen de la Partie B.

B. Liste annotée des projets pour 1963-1964

I. Développement économique et social

Le PRESIDENT invite M. Patel, chef de la Section des problèmes et des politiques de développement de la Division du développement économique et social à présenter la sous-section 01 (Aspects généraux des politiques et programmes de développement) de la section I (Développement économique et social).

M. PATEL (Secrétariat) décrit les projets énumérés à la sous-section 01. L'objectif principal de la nouvelle Division du développement économique et social est de procéder à une étude générale des différents aspects économiques et sociaux du développement en Afrique; elle espère qu'il sera possible de convoquer, vers la fin de l'année 1964, un groupe de travail réunissant des planificateurs économiques d'échelon élevé représentant tous les pays d'Afrique.

Le PRESIDENT fait observer que le Secrétariat a besoin des directives du Comité pour que le programme de travail et l'ordre des priorités correspondent aux vœux de tous les Etats membres; en conséquence, il prie instamment tous les représentants qui auraient des points à soulever de faire connaître leurs vues.

M. YAKER (Algérie) estime que le programme de travail et les ordres de priorités sont acceptables tels qu'ils se présentent.

Aucune autre remarque n'étant faite au sujet de la sous-section 01, le PRESIDENT invite M. Vilakazi, chef de la Section des affaires sociales de la Division du développement économique et social de présenter la sous-section 02 (Tendances sociales, problèmes et questions de politique générale) et la sous-section 03 (Développement communautaire et protection sociale).

M. VILAKAZI (Secrétariat) trace les grandes lignes des différents projets énumérés aux sous-sections 02 et 03, en soulignant l'effort qui a été déployé pour intégrer les aspects économiques et les aspects sociaux des questions considérées.

M. RUGARABAMU (Tanganyika) fait observer que, en parlant du point 03-02 (Etude des possibilités d'application des techniques du développement communautaire aux zones urbaines de l'Afrique) M. Vilakazi semble avoir laissé entendre que les efforts ont porté jusqu'ici principalement sur les zones rurales et qu'on allait maintenant mettre l'accent sur les zones urbaines. Or, au Tanganyika, on s'est intéressé surtout aux zones urbaines et l'on commence seulement à se tourner vers les zones rurales; sans doute les méthodes varient - elles selon les pays.

M. VILAKAZI (Secrétariat) précise que les techniques du développement communautaire ont jusqu'ici été étudiées relativement aux zones rurales et qu'il est maintenant envisagé d'examiner la possibilité de les appliquer aux villes. Néanmoins, l'on s'occupe d'ores et déjà des villes également; c'est ainsi qu'une étude sur Addis-Abéba a été menée à bonne fin.

Le PRESIDENT précise qu'il n'est nullement question de mettre l'accent sur les villes; il est simplement proposé d'entreprendre une étude pour déterminer dans quelle mesure des techniques mises au point pour des zones rurales sont également applicables aux zones urbaines.

En l'absence d'autres observations sur les sous-sections 02 et 03, le Président, eu égard au fait qu'un plus grand nombre de représentants seront en mesure d'assister à la séance du lendemain, propose de renvoyer à la séance suivante la suite de l'examen du programme de travail et des priorités.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h.40

- - - - -